



ECO BUSINESS

PME - TPE - STARTUP

23 Novembre 2024

www.lodj.ma



REALLY GREAT SITE

**UNE CRISE STRUCTURELLE POUR
L'INDUSTRIE AUTOMOBILE
EUROPÉENNE : UN EFFONDREMENT
ANNONCÉ ? UNE CHANCE POUR LE
MAROC !**



SCAN ME!

L'ODJ
TV
LA WEB TV ECO & ECO

**LA WEB TV QUI ALLIE ÉCONOMIE ET ÉCOLOGIE
POUR UN AVENIR DURABLE !**

+150.000 TÉLÉSPECTATEURS PAR MOIS | +20 ÉMISSIONS | +500 ÉPISODES



SCAN ME!

SOMMAIRE

05

UNE CRISE STRUCTURELLE POUR L'INDUSTRIE AUTOMOBILE EUROPÉENNE : UN EFFONDREMENT ANNONCÉ ? UNE CHANCE POUR LE MAROC !

08

LE TAUX D'INFLATION À FIN OCTOBRE CHUTE À 0,7% : BONNE NOUVELLE OU "BLANCHIMENT DES PRIX"

09

AMO : ENTRE AVANCÉES HISTORIQUES ET ZONES D'OMBRE PERSISTANTES

11

LE MAROC A-T-IL UN INTÉRÊT À SE RAPPROCHER DU SYSTÈME DE SANTÉ AMÉRICAIN ?

13

LA DETTE PUBLIQUE : ALLIÉE OU ENNEMI SILENCIEUX DE L'ÉCONOMIE MAROCAINE ?

20

J'AI UN PLAN POUR LE PLAN (HCP)

ECO BUSINESS
PME - TPE - STARTUP

L'ODJ
L'OPINION DES JEUNES

الإرسال
ARRISSALA, SA

Imprimerie Arrissala

ECO BUSINESS DU 24 NOVEMBRE 2024

DIRECTEUR DE PUBLICATION : ADNANE BENCHAKROUN

ÉQUIPE DE RÉDACTION : BASMA BERRADA - SALMA LABTAR

NISRINE JAOUADI - AICHA BOUSKINE - SOUKAINA BENSALIM - MAMOUNE ACHARKI

KARIMA SKOUNTI - MAMADOU BILALY COULIBALY

MAQUETTES / QUOTIDIENS 7DAYS : RIM KHAIRON

WEBDESIGNER / COUVERTURE : NADA DAHANE

DIRECTION DIGITALE & MÉDIA : MOHAMED AIT BELLAHCEN

L'ODJ Média - Groupe de presse Arrissala SA

Retrouver tous nos anciens numéros sur :

www.pressplus.ma

ROYAUME DU MAROC
Ministère de l'Industrie et du Commerce
Secrétariat d'Etat
Chargé du Commerce Extérieur



المملكة المغربية
وزارة الصناعة والتجارة
مكتب التجارة
المشغل للتجارة الخارجية

ROYAUME DU MAROC
MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE

ROYAUME DU MAROC
Ministère de l'Agriculture, de la Pêche Maritime, du Développement Rural et des Aires de Protection

ROYAUME DU MAROC
Ministère de l'Industrie, de la Pêche Maritime, du Développement Rural et des Aires de Protection
Secrétariat d'Etat Chargé de la Pêche Maritime



SEAFOOD 4 AFRICA

FORUM AFRICAIN DE L'INDUSTRIE DE LA PÊCHE ET DE L'AQUACULTURE

Espaces des Expositions - Bd. Al Oualaa, Dakhla
04 AU 06 DECEMBRE 2024



Sous le Thème

" Partenariats pour une Économie Bleue et un Commerce Intra-Africain Durable "

Organisateur

Partenaire Organisationnel

Sponsors

Partenaire Media



FENIP

الجمعية الوطنية للمنتجات السمكية والصيد البحري
FEDERATION NATIONALE DES INDUSTRIES DE TRANSFORMATION ET DE MAINTIEN DES PRODUITS DE LA PÊCHE



SMART EXPOS
& EVENTS MOROCCO



Partenaires Institutionnels



UNE CRISE STRUCTURELLE POUR L'INDUSTRIE AUTOMOBILE EUROPÉENNE : UN EFFONDREMENT ANNONCÉ ? UNE CHANCE POUR LE MAROC !

Le Maroc : une opportunité stratégique pour une relocalisation "win-win" de l'industrie automobile européenne

Mercedes, Ford, et l'effondrement du modèle automobile européen

Les derniers résultats de Mercedes-Benz illustrent une profonde crise qui secoue l'industrie automobile européenne. Avec un chiffre d'affaires de 34,5 milliards d'euros, en recul de 6,7%, et un bénéfice net qui s'effondre de 54% à seulement 1,72 milliard d'euros, la désillusion est palpable. Le directeur financier ne cache pas son amertume, affirmant que ces résultats "ne répondent pas aux ambitions" du groupe. Ce constat s'inscrit dans un contexte plus large de déclin du secteur automobile européen, fragilisé par des transformations économiques et réglementaires sans précédent.

Le retrait partiel de Ford du marché européen est un autre signal fort de cette crise. La suppression annoncée de 4 000 emplois d'ici 2027, soit 14% des effectifs européens, témoigne de la perte de rentabilité de l'Europe pour le géant américain. Le ralentissement de la production des modèles électriques Explorer et Capri reflète une adaptation stratégique face à des "contextes réglementaires et économiques sans précédent", comme l'a souligné le patron de Ford Europe. Derrière ces termes, un constat implacable : l'Europe devient un marché difficilement rentable pour les constructeurs historiques, dépassés par des défis structurels et la montée en puissance des concurrents asiatiques.

L'industrie automobile allemande, autrefois leader incontesté, est aujourd'hui en proie à des difficultés inédites. Son succès historique reposait sur un positionnement haut de gamme, qui avait permis de démocratiser la voiture premium à partir des années 1990. Avec des financements peu coûteux et une classe moyenne européenne en plein essor, les constructeurs allemands avaient massivement investi dans des capacités de production accrues. Cependant, cette dynamique s'est brisée sous l'effet de la crise du COVID-19, suivie de la guerre en Ukraine et de pressions inflationnistes. Ces bouleversements ont entraîné une hausse des coûts de production, contraignant les constructeurs à augmenter leurs prix, rendant leurs véhicules inaccessibles à une grande partie de la classe moyenne européenne.



Simultanément, les marques chinoises ont révolutionné leur offre en misant sur des véhicules électriques compétitifs, adaptés aux nouvelles réglementations écologiques et aux attentes des consommateurs européens. À des prix bien inférieurs, ces modèles séduisent désormais un marché autrefois dominé par les Européens, laissant l'industrie allemande à la traîne.

La baisse des ventes automobiles en Europe reflète également un changement culturel et générationnel. Les jeunes, notamment la génération Z, se détournent de la voiture comme symbole de statut social. Pour cette génération, la mobilité douce, comme le vélo, est non seulement plus écologique mais également perçue comme "cool". Parallèlement, les politiques européennes en faveur des transports publics, particulièrement dans les pays dotés d'infrastructures modernes, ont contribué à réduire la dépendance à l'automobile.

À l'export, la situation est tout aussi préoccupante. Les véhicules européens, avec des coûts de production élevés, peinent à rivaliser avec les prix attractifs des marques asiatiques. Ce désavantage compétitif est accentué par des normes strictes imposées par l'Union européenne, qui alourdissent encore les coûts pour les constructeurs locaux.

L'industrie automobile européenne est à un carrefour critique. Les défis sont multiples : adaptation à la transition écologique, réduction des coûts de production, et reconquête des consommateurs locaux et internationaux. Si les constructeurs ne parviennent pas à opérer un changement de paradigme, le coût social et économique de cette crise pourrait anéantir une grande partie des bénéfices engrangés au cours des trois dernières décennies.

UNE CRISE STRUCTURELLE POUR L'INDUSTRIE AUTOMOBILE EUROPÉENNE : UN EFFONDREMENT ANNONCÉ ? UNE CHANCE POUR LE MAROC !

Pour espérer une renaissance, l'Europe devra innover radicalement, notamment dans les secteurs de l'électrique et de la mobilité partagée, tout en révisant son modèle économique pour répondre aux nouvelles aspirations des consommateurs. Le temps presse, et l'avenir de l'industrie dépendra de sa capacité à répondre aux bouleversements actuels.

Le Maroc : une opportunité stratégique pour une relocalisation "win-win" de l'industrie automobile européenne

Face à la crise structurelle qui secoue l'industrie automobile européenne, le Maroc se positionne comme une alternative stratégique pour les constructeurs en quête de compétitivité. Grâce à sa base industrielle en plein essor, son positionnement géographique et ses avantages économiques, le Royaume offre des opportunités inédites de relocalisation "win-win" qui pourraient à la fois renforcer les capacités des constructeurs européens et accélérer le développement industriel du pays.

Le Maroc s'est imposé comme une plateforme internationale de production automobile, attirant des géants comme Renault et Stellantis. Avec une capacité de production annuelle dépassant 700 000 véhicules, des zones franches comme celles de Tanger et Kenitra, et une main-d'œuvre qualifiée, le pays répond déjà aux standards internationaux.

De plus, le Plan d'accélération industrielle (PAI) a permis de structurer l'écosystème automobile, intégrant des secteurs tels que l'électrique, la logistique et les composants électroniques. Cette infrastructure avancée est un atout majeur pour les constructeurs européens confrontés à des coûts de production prohibitifs sur le continent.

Le Maroc offre des coûts de main-d'œuvre et de production compétitifs, tout en maintenant un niveau de qualité élevé. Contrairement aux délocalisations vers l'Asie, s'implanter au Maroc réduit considérablement les coûts logistiques grâce à la proximité géographique avec l'Europe. Les constructeurs peuvent ainsi optimiser leurs chaînes d'approvisionnement, notamment via des infrastructures modernes comme le port Tanger Med, qui est aujourd'hui un hub stratégique reliant l'Europe, l'Afrique et le reste du monde.

Alors que l'Europe est en retard sur le secteur de la voiture électrique face à la Chine, le Maroc pourrait devenir une plateforme de production de véhicules électriques compétitifs pour les marchés européens et africains. Le Royaume dispose de ressources clés pour cette transition, notamment dans le domaine des énergies renouvelables (éolien, solaire), qui permettent de réduire l'empreinte carbone de la production automobile.

Les investissements croissants dans les batteries électriques et l'électrification des transports, appuyés par des partenariats public-privé, font du Maroc un acteur prometteur dans ce domaine. Une relocalisation des constructeurs européens axée sur l'électrique pourrait ainsi être un levier stratégique pour répondre à la fois aux réglementations environnementales européennes et aux attentes des consommateurs.

Pour les constructeurs européens, le Maroc représente une solution pour réduire les coûts tout en maintenant une présence proche des marchés stratégiques. En retour, le Royaume peut bénéficier de transferts de technologies, de formation de la main-d'œuvre et de création d'emplois qualifiés. Ce modèle a déjà démontré son efficacité, comme en témoignent les succès des filiales marocaines de Renault et Stellantis, qui ont permis de renforcer la chaîne de valeur locale.

Le Maroc pourrait également tirer parti de cette opportunité pour développer son propre écosystème de recherche et développement (R&D) dans l'automobile, attirant des centres d'innovation qui viendraient compléter les unités de production existantes.

Cependant, pour capitaliser pleinement sur cette opportunité, plusieurs défis doivent être surmontés :

Bien que le Maroc dispose d'un potentiel élevé en énergies renouvelables, il est crucial d'intensifier les investissements pour répondre aux besoins énergétiques croissants de l'industrie automobile.

Le développement d'une main-d'œuvre qualifiée, en particulier dans les technologies de pointe comme les batteries et l'électrification, est essentiel pour accompagner les ambitions industrielles.

Le Maroc devra établir des partenariats équilibrés avec les constructeurs européens, en s'assurant que les délocalisations favorisent également la montée en gamme de l'industrie locale.

UNE CRISE STRUCTURELLE POUR L'INDUSTRIE AUTOMOBILE EUROPÉENNE : UN EFFONDREMENT ANNONCÉ ? UNE CHANCE POUR LE MAROC !

La crise actuelle de l'automobile européenne peut devenir une opportunité historique pour le Maroc de consolider son statut de base internationale de production automobile.

En s'appuyant sur ses atouts économiques et industriels, le Royaume est en mesure d'accueillir des relocalisations stratégiques qui pourraient non seulement revitaliser l'industrie européenne, mais aussi accélérer sa propre transition vers une économie industrialisée et innovante. Un partenariat "win-win" est donc possible, à condition que les deux parties collaborent pour relever les défis structurels et tirer profit des opportunités de transformation écologique et technologique.



**Débat en podcast à écouter de nos chroniqueurs de la
Web Radio R212 à partir cette contribution ci-dessus**



Le taux d'inflation à fin octobre chute à 0,7% : bonne nouvelle ou "blanchiment des prix"

On ne devrait pas en rire car plusieurs produits et services à l'international, ont retrouvé leur niveau de 2021.

Sinon le Pouvoir d'achat ne serait nullement amélioré même si on soit parvenu à juguler une inflation ravageuse.

Juguler l'inflation c'est éviter le pire. Apporter un meilleur Pouvoir d'achat au consommateur c'est lui faire retrouver les prix d'avant la crise de l'inflation.

Sinon on serait en train de normaliser purement et simplement avec les prix vertigineux des 3 dernières années. Ce qui m'amènerait à créer et rajouter un nouveau terme au lexique de la Science économique : "blanchiment des prix" générés par l'inflation.

Le défi majeur d'aujourd'hui et des mois prochains, est de combattre ce "blanchiment", dont l'une des raisons, est l'inflation incivique qui annihile l'effort public considérable de jugulation de l'inflation, accompli depuis plusieurs mois au prix de sacrifices budgétaires grandissimes. Mais également de développer de toute urgence, une Agriculture Familiale, qui contribuera d'une façon significative notamment, à reconstituer des segments importants de nos production animale et végétale, qui ont fortement pâti des dernières années de sécheresse.

Voilà un taux d'inflation très positif que nous annonce le HCP, mais il est également très trompeur. Les prix n'ont augmenté que de 0,7%, ce qui est une très bonne nouvelle qui confirme la baisse considérable des taux d'inflation successifs qui ont sévi pendant près de 3 ans. Mais il dissimule l'autre vérité, que nos prix actuels intègrent déjà les niveaux vertigineux des sommets de l'inflation et en rajoutent 0,7%.

Pour faire court, le nouveau taux d'inflation est excellent en valeur absolue, mais très mauvais en valeur relative.

La référence c'est un cumul et non pas une feuille blanche. C'est un 0,7% de plus sur un prix de la viande par exemple, de 120 dh enregistré en mois de septembre 2024, et non pas sur le prix de 70 dh qui était chez le boucher en 2021.

La bonne nouvelle est que l'inflation a été maîtrisée, mais la meilleure nouvelle serait que les prix principalement des produits alimentaires, retrouvent leur niveau de 2021.

Débat de nos chroniqueurs de la Web Radio R212 à partir cette contribution ci-dessus de M.Najib Mikou



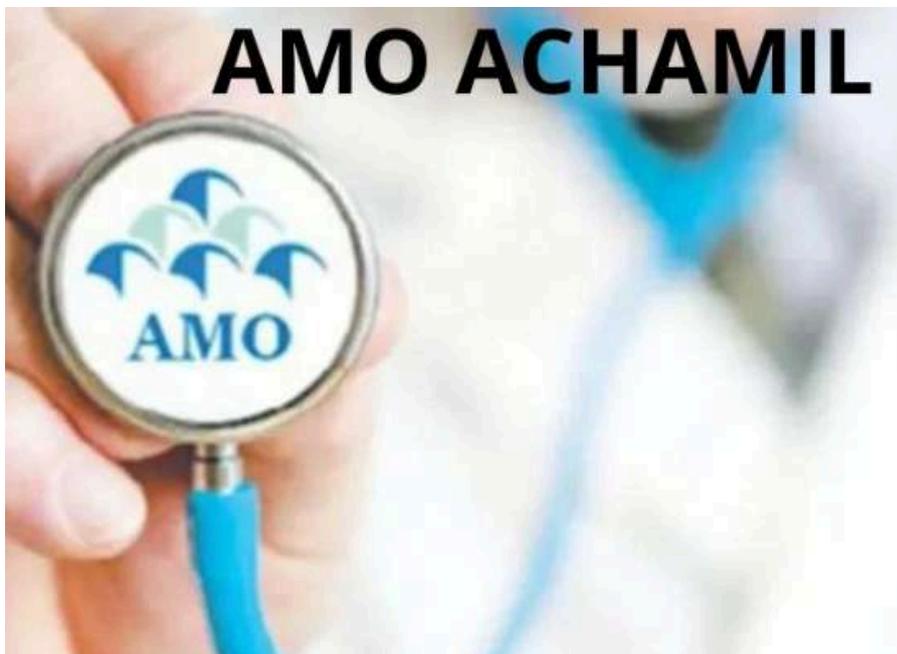
AMO : ENTRE AVANCÉES HISTORIQUES ET ZONES D'OMBRE PERSISTANTES

Le CESE donne son avis

La généralisation de l'Assurance Maladie Obligatoire (AMO) au Maroc constitue une réforme ambitieuse et structurante pour le système de protection sociale. Initiée par la loi-cadre n° 09-21, cette démarche vise à instaurer une couverture sanitaire universelle, garantissant à tous les résidents un accès équitable aux soins de santé préventifs et curatifs. Cette réforme s'inscrit dans une dynamique de transformation majeure, tant par ses objectifs que par les défis qu'elle soulève.

Le projet, annoncé lors des discours royaux de 2020, a pour ambition d'inclure 22 millions de bénéficiaires additionnels, permettant ainsi à près de 87 % de la population de disposer d'une couverture santé en 2024, contre 60 % en 2020. Parmi les avancées notables figurent l'intégration des bénéficiaires du RAMED dans le régime AMO-TADAMON et l'élargissement aux travailleurs non-salariés via des régimes spécifiques. Ces progrès traduisent une volonté de renforcer le droit à la santé, inscrit dans l'article 31 de la Constitution marocaine.

Cependant, cet élan progressiste est confronté à des défis systémiques. Le taux de couverture universelle demeure inachevé, avec près de 8,5 millions de personnes exclues, soit 23 % de la population. Les disparités régionales, les inégalités de financement entre régimes, et la faiblesse du système de gouvernance soulignent les fragilités structurelles de cette réforme. En outre, l'accessibilité réelle aux soins reste problématique, notamment pour les catégories les plus vulnérables, qui doivent encore supporter une grande partie des coûts de santé.



La complexité administrative et la fragmentation des régimes compliquent davantage la mise en œuvre effective. Le système est encore perçu comme « peu protecteur » par une partie des assurés, avec des remboursements jugés insuffisants et tardifs. Les professionnels de santé soulignent également le manque de synchronisation entre les réformes de l'AMO et celles du système de santé national.

Le CESE dans son dernier Avis propose une analyse croisée, d'une part critique et d'autre part constructive, des acquis et limites de la généralisation de l'AMO. Quels ajustements sont nécessaires pour parachever cette réforme et garantir une couverture sanitaire équitable et pérenne ? Les réponses à ces questions déterminent le succès d'une réforme qui aspire à consolider la justice sociale et le développement économique du Maroc.

La généralisation de l'AMO, bien que porteuse d'avancées significatives, révèle de profondes insuffisances structurelles qui remettent en question sa viabilité et son universalité. Tout d'abord, le taux de couverture reste incomplet, avec 13,5 % de la population non immatriculée et 11 % des immatriculés privés de leurs droits pour diverses raisons administratives. Cela laisse environ 8,5 millions de personnes en marge du système, compromettant l'objectif d'universalité fixé par la réforme.

Les inégalités dans l'effort contributif et les modalités de prise en charge exacerbent les disparités entre les différents régimes. Par exemple, les travailleurs non-salariés (TNS), qui représentent un tiers des immatriculés, sont confrontés à un taux élevé de "droits fermés" (65 %), souvent en raison d'une incapacité à payer les cotisations ou d'un manque de fiabilité des données d'immatriculation. Ces disparités fragilisent la solidarité financière qui constitue le fondement de tout système d'assurance maladie.

AMO : ENTRE AVANCÉES HISTORIQUES ET ZONES D'OMBRE PERSISTANTES

Le CESE donne son avis

Par ailleurs, l'accessibilité aux soins demeure une problématique majeure. Les infrastructures sanitaires sont inégalement réparties sur le territoire, concentrées dans quelques grandes régions, et le déficit en professionnels de santé (estimé à 32 000 médecins et 65 000 infirmiers) limite considérablement l'offre de soins. Les bénéficiaires de l'AMO, particulièrement les catégories vulnérables, continuent de supporter des coûts élevés, avec des taux de remboursement jugés insuffisants, notamment pour les soins spécialisés.

Enfin, le pilotage de la réforme met en lumière des failles de gouvernance. Le système, fragmenté entre divers régimes, manque de coordination, ce qui entraîne des doublons administratifs, des inefficiences et des retards dans la prise en charge. Les mutuelles, pourtant historiquement actives, sont marginalisées dans la nouvelle configuration, ce qui prive le système d'un potentiel complémentaire crucial.

Ces insuffisances soulignent l'urgence d'une refonte profonde et d'une harmonisation des régimes pour garantir l'équité et la pérennité du système. Sans cela, la réforme risque de renforcer les inégalités existantes et de creuser davantage le fossé entre les catégories de population, sapant ainsi les fondements de la justice sociale.

Malgré ses défis, la généralisation de l'AMO représente une avancée majeure pour le Maroc, illustrant une ambition politique et sociale de grande envergure. Depuis son lancement, le système a permis d'étendre la couverture santé à près de 87 % de la population, une progression notable par rapport aux années précédentes. La transformation du RAMED en AMO-TADAMON a intégré des millions de bénéficiaires vulnérables, leur permettant d'accéder à une prise en charge partielle dans le secteur privé en plus des soins gratuits dans le public.

La réforme s'appuie sur une infrastructure de gestion modernisée. La CNSS, principal acteur opérationnel, a renforcé ses capacités digitales, permettant un traitement plus rapide des dossiers et un remboursement moyen réduit à neuf jours. Ces avancées, couplées à une stratégie de bancarisation, ont favorisé l'inclusion financière, avec l'ouverture de près de deux millions de nouveaux comptes bancaires. En parallèle, la généralisation stimule le développement du secteur privé de la santé, avec l'ouverture récente de 76 nouveaux établissements. Ce dynamisme contribue à la fois à l'emploi et à l'amélioration de l'offre de soins.

Sur le plan macroéconomique, la réforme pourrait avoir des retombées positives significatives. L'extension de la couverture médicale renforce la consommation des soins, améliore la productivité et réduit les coûts indirects liés à la maladie. Ces impacts, s'ils sont correctement mesurés et consolidés, pourraient contribuer à une croissance économique durable.

Enfin, les efforts pour améliorer la gouvernance et l'efficacité du système sont prometteurs. La simplification des procédures d'immatriculation pour les TNS et la création de nouveaux régimes comme l'AMO-CHAMIL démontrent une volonté d'inclusion progressive. Les investissements dans le secteur public, notamment la refonte du système national de santé, visent à réduire les disparités régionales et à offrir une couverture équitable à tous les citoyens.

Pour maximiser ces acquis, il est impératif de renforcer la coopération entre les secteurs public, privé et mutualiste, et d'instaurer des mécanismes de régulation efficaces. Avec des ajustements stratégiques, la généralisation de l'AMO pourrait devenir un modèle d'équité et de solidarité sociale, consolidant ainsi la protection sanitaire universelle et soutenant le développement socio-économique du pays.



Le Maroc a-t-il un intérêt à se rapprocher du système de santé Américain ?

La nomination récente de Robert F. Kennedy Jr. comme ministre de la Santé des États-Unis par Donald Trump soulève des interrogations majeures pour le monde de la santé internationale, et en particulier pour des partenaires comme le Maroc.

Avocat aux opinions controversées, notamment sur les vaccins et la santé publique, Kennedy Jr. est connu pour ses positions vaccinosceptiques et pour relayer des théories du complot, allant jusqu'à affirmer que le Covid aurait été inventé et que l'eau du robinet pourrait causer des transformations sexuelles.

Cette vision anti-scientifique pourrait s'avérer déstabilisante pour les relations scientifiques et médicales des États-Unis avec les autres nations, tout en offrant indirectement des perspectives pour des pays comme le Maroc qui cherchent à se positionner dans le secteur de la santé globalisé.

Historiquement, des échanges entre les systèmes de santé marocain et américain ont existé, bien que peu marqués par des visites officielles de ministres de la Santé américains au Maroc.

Un rapprochement structuré avec les États-Unis, inspiré des innovations de leur système de santé, pourrait cependant être porteur d'avantages significatifs.

En effet, le Maroc pourrait gagner en intégrant davantage les bonnes pratiques américaines, notamment dans les domaines de la recherche médicale, de la gestion hospitalière, et de la formation des professionnels de santé.

Le système de santé américain, malgré ses complexités et ses coûts élevés, est l'un des plus avancés en termes de recherche, de technologie, et de médecine de pointe.

S'en inspirer permettrait au Maroc de moderniser ses infrastructures, d'améliorer les compétences de ses médecins et d'introduire des approches innovantes en médecine personnalisée et numérique.

Par ailleurs, une collaboration accrue dans le domaine pharmaceutique et des biotechnologies pourrait offrir de nouvelles opportunités économiques et médicales.

En raison de la nomination de Kennedy Jr., la France voit aussi une chance de capter les talents américains de la recherche et de la santé, d'autant plus que les discours antivaccins et complotistes du nouveau ministre risquent de créer un climat de méfiance au sein des milieux scientifiques américains.

Le Maroc, bien qu'à une échelle différente, pourrait lui aussi profiter de ce potentiel exode de talents, en misant sur des partenariats ciblés.

En somme, la nomination de Robert F. Kennedy Jr. constitue un défi et une opportunité pour des pays qui aspirent à dynamiser leur système de santé.

Pour le Maroc, une stratégie active de coopération pourrait renforcer son secteur de la santé, accélérer l'innovation médicale et lui permettre de se rapprocher des standards internationaux.

Cette situation met en lumière l'importance d'une politique de santé marocaine proactive et tournée vers l'international, pour capter ce qui pourrait être une période de redéfinition des relations sanitaires globales.



SAVE THE DATE

Enchantez la Lumière

DAR MAALMA EXPO 2024

16^{ième} édition

**CONGRÈS DES FEMMES
ARTISANES AFRICAINES**

3^{ième} édition

Du 19 au 22 décembre 2024

Siège de la Région

Casablanca Settat

Bachaouia El Mechouar –

Casablanca

Info: +212 6 60 80 32 10

Partenaires Officiels

المملكة المغربية
Royaume du Maroc



جهة الدار البيضاء - سطات
RÉGION CASABLANCA-SETTAT



AGENCE DE
L'ORIENTAL

Organisé par

En partenariat

Partenaires Media



Chambre
Métiers
Artisanat

مجلة فرح

PR-ES-MA

شبكة الجمعيات التأسيسية بالعمارة
Réseau des Femmes Artisanas du Maroc



LA DETTE PUBLIQUE : ALLIÉE OU ENNEMI SILENCIEUX DE L'ÉCONOMIE MAROCAINE ?

La dette publique est souvent comparée au cholestérol : il y a la "bonne" dette, qui stimule la croissance, et la "mauvaise" dette, qui alourdit les finances publiques. Dans le cadre de la Programmation Budgétaire Triennale (PBT) 2025-2027, le Maroc cherche à maintenir sa dette sur une trajectoire maîtrisée, tout en affrontant des risques économiques et climatiques croissants. Mais jusqu'où cette stratégie est-elle réellement soutenable ?

Un équilibre fragile mais prometteur : structure et maîtrise de la dette

La dette publique : alliée ou ennemi silencieux de l'économie marocaine ?

Actuellement, le ratio d'endettement du Maroc, bien que soutenable, repose sur une structure majoritairement intérieure (75 %), jugée moins exposée aux risques extérieurs. Les projections de la PBT 2025-2027 misent sur une réduction progressive du déficit budgétaire à 3 % dès 2026, permettant d'alléger le poids de la dette. Une telle trajectoire, soutenue par des perspectives de croissance économique, devrait ramener le ratio d'endettement sous la barre des 67 % du PIB d'ici 2027, contre 69,5 % en 2023.

Toutefois, cette ambition reste tributaire de la résilience économique. En effet, selon les analyses du FMI et de la Banque mondiale, l'efficacité de cette trajectoire dépend fortement des réformes prioritaires, des marges budgétaires, et de la gestion des imprévus.



Quand les chocs climatiques remettent en question les prévisions

L'impact des changements climatiques, en particulier la sécheresse, est un facteur clé des scénarios budgétaires. La PBT a simulé divers chocs, notamment une baisse de 0,4 point de croissance et une aggravation du déficit de 0,7 point par an sur la période 2025-2026. Ces chocs, combinés ou isolés, entraîneraient une hausse du ratio d'endettement, atteignant jusqu'à 68,3 % en cas de scénario pessimiste.

Malgré ces prévisions, le Maroc semble capable de maintenir une tendance baissière grâce à des politiques budgétaires rigoureuses. Cependant, une question reste en suspens : cette baisse sera-t-elle suffisante pour absorber de nouveaux chocs ou répondre à des priorités stratégiques ?

Les charges d'intérêts de la dette devraient augmenter de 26,5 % en 2025, atteignant 8,9 milliards de dirhams supplémentaires. Cette hausse découle de l'augmentation des taux d'intérêt domestiques et internationaux, conséquence des politiques monétaires restrictives de la Banque centrale et des institutions internationales comme la FED. Ce poids financier, bien que stabilisé à partir de 2027, risque d'alourdir les marges budgétaires allouées aux réformes sociales et économiques.

Si la trajectoire budgétaire de référence promet une réduction annuelle de 1,1 point du ratio d'endettement, les défis structurels persistent. L'introduction d'une règle budgétaire ancrée sur la dette, prévue dans le cadre du projet de révision de la loi organique des finances, pourrait renforcer cette dynamique. Cependant, la question demeure : ces ajustements seront-ils suffisants pour prévenir une accumulation de "mauvaise" dette, surtout dans un contexte économique mondial instable ?

Bien que le Maroc affiche des indicateurs rassurants, la prudence reste de mise. Une gestion proactive et stratégique, prenant en compte les aléas climatiques et les tensions économiques, est essentielle pour éviter les pièges d'une dette excessive et préserver la souveraineté économique du pays.

BUZZ ÉCONOMIQUE DE LA SEMAINE

CMGP Group, acteur majeur de l'irrigation et de l'agrofourniture, a obtenu le visa de l'AMMC pour son introduction en bourse.

D'un montant de 1,1 MMDH, cette opération sera réalisée par voie d'augmentation du capital social réservée au public à hauteur d'un montant (prime d'émission incluse) de 300 millions de dirhams (MDH) et de cession au public d'actions de la Société pour un montant de 800 MDH.



BUZZ ECONOMIQUE DE LA SEMAINE

@lodjmaroc      

LE MAROC : HUB STRATÉGIQUE D'INVESTISSEMENT POUR LA CHINE ET L'AFRIQUE – ABDELGHANI EL ARRASSE

LE MAROC SE POSITIONNE COMME UNE DESTINATION DE CHOIX POUR LES INVESTISSEURS CHINOIS. EN INTENSIFIANT SES PARTENARIATS AVEC LA CHINE, LE MAROC RENFORCE SON STATUT DE HUB STRATÉGIQUE POUR L'AFRIQUE, TOUT EN DIVERSIFIANT SES OPPORTUNITÉS DE CROISSANCE ÉCONOMIQUE.

Les Atouts du Maroc pour les investisseurs

-Stabilité et vision stratégique : Grâce à la vision du Roi Mohammed VI, le Maroc bénéficie d'une stabilité politique et d'une politique économique ouverte, renforçant sa place comme partenaire de confiance.

-Infrastructures modernes : Ports, zones industrielles et réseau logistique respectant les normes internationales.

-Accords internationaux : Le Maroc a signé des accords de libre-échange avec plusieurs pays, facilitant les échanges avec l'Afrique, l'Europe et au-delà.

-Partenariats Sud-Sud : Le Maroc promeut des collaborations mutuellement avantageuses avec d'autres pays africains.

Relations économiques Maroc-Chine

Depuis la visite royale en Chine en 2016, les relations bilatérales se sont renforcées, faisant du Maroc un partenaire stratégique dans des secteurs clés :

-Énergies renouvelables : Avec son potentiel solaire et éolien, le Maroc est un terrain privilégié pour les entreprises chinoises spécialisées.

-Automobile et batteries électriques : Le Royaume, hub africain du secteur, attire les investisseurs chinois grâce à une chaîne de valeur compétitive.

-Infrastructures : Les grands projets marocains, liés notamment à la nouvelle route de la soie, offrent des opportunités importantes.

Influence politique et stratégique

En tant que membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU, la Chine joue un rôle clé dans les relations internationales du Maroc. Ce partenariat économique renforce également les liens politiques entre les deux pays, positionnant le Maroc comme un interlocuteur stratégique entre la Chine et le continent africain.

Rôle de la diplomatie économique dans les investissements directs chinois au Maroc

Atouts diplomatiques du Maroc

Position géographique stratégique : Situé au carrefour de l'Europe, de l'Afrique et de l'Asie, le Maroc offre une porte d'entrée idéale pour les flux commerciaux.

Relations bilatérales solides : La politique proactive du Maroc en matière de diplomatie économique favorise des relations privilégiées avec la Chine, renforcées par des accords bilatéraux et des visites officielles de haut niveau.

-Stratégies axées sur l'Afrique : En consolidant son rôle en tant que hub africain, le Maroc attire les IDE chinois cherchant à accéder à un marché de plus d'un milliard de consommateurs.

Résultats concrets de la coopération sino-marocaine

-Développement d'infrastructures : Construction de zones industrielles, autoroutes et ports par des entreprises chinoises.

-Coopération dans les énergies renouvelables : Les investissements chinois dans les projets solaires et éoliens contribuent à atteindre les objectifs ambitieux du Maroc en matière d'énergies propres.

-Création d'emplois locaux : Les IDE chinois ont généré des milliers d'emplois directs et indirects, stimulant l'économie locale.

Opportunités futures

-Technologie et innovation : Le Maroc peut jouer un rôle clé dans le transfert de technologies chinoises vers l'Afrique, notamment dans le domaine des villes intelligentes et des technologies vertes.

-Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF) : En exploitant cette plateforme, le Maroc peut renforcer son attractivité pour les entreprises chinoises cherchant à pénétrer les marchés africains.

-Diversification des secteurs : Outre les infrastructures et les énergies renouvelables, des opportunités émergent dans les secteurs de la santé, de l'éducation et des technologies de l'information.

Grâce à sa stabilité politique, ses infrastructures modernes, et sa stratégie économique tournée vers l'Afrique, le Maroc s'impose comme une destination privilégiée pour les investisseurs chinois. En renforçant ses partenariats avec la Chine, le Maroc continue de consolider son rôle de hub stratégique pour l'Afrique, tout en diversifiant ses sources de croissance économique.

Attijariwafa bank – Crédit du Maroc



Le groupe Attijariwafa bank a affirmé sa position de leader dans le cadre de l'Offre de Vente au Public portant sur les actions de Crédit du Maroc, tant sur le nombre de titres alloués – 30% de parts de marché – que sur le nombre de souscripteurs – 37% de part de marché – .

L'opération a suscité un vif intérêt auprès des investisseurs, avec une souscription près de 18 fois supérieure au montant proposé.

Le succès du Maroc à la Coupe du Monde : un moteur d'intérêt national ?

Dans le cadre de la Semaine de l'Université de New York, la question se pose : un pays peut-il bénéficier dans son ensemble lorsque son équipe nationale réussit sur la scène mondiale ?



Anasse Bari, professeur à l'Institut Courant des Sciences Mathématiques, s'intéresse aux données pour répondre à cette question. Professeur de renommée en informatique, il dirige un groupe de recherche multidisciplinaire en science des données, axé sur l'intelligence artificielle appliquée et l'analyse prédictive.

En 1984, le quarterback de Boston College, Doug Flutie, a lancé une passe décisive de 48 yards, permettant à son équipe de remporter la victoire contre les Miami Hurricanes. Cet événement historique est devenu un outil marketing pour l'université, illustrant l'effet Flutie, qui postule que le succès athlétique peut augmenter le nombre de candidatures.

Bari a trouvé des preuves de cet effet au-delà du sport en se concentrant sur la Coupe du Monde 2022, dont le parcours remarquable du Maroc a suscité un intérêt mondial pour le pays.

Pour mener ses recherches, il a développé des algorithmes pour mesurer le sentiment dans les articles de presse concernant le Maroc avant et pendant la Coupe du Monde. Les résultats ont montré que le sentiment était presque neutre avant le tournoi, mais qu'il a augmenté de 150 % pendant celui-ci. Bien que cette attention positive ait été attendue en raison des performances de l'équipe, Bari s'est demandé si cela avait eu un impact au-delà du terrain.

Pour explorer cette question, il a créé des "Indices Maroc" pour mesurer l'intérêt général pour le pays et son équipe de la Coupe du Monde. Ces indices ont analysé les publications sur les réseaux sociaux concernant le Maroc avant, pendant et après le tournoi.

Les résultats ont révélé que les recherches en ligne sur des sujets non sportifs liés au Maroc avaient augmenté de 400 % pendant et après la Coupe du Monde. Cela incluait des recherches sur la cuisine, la culture et les attractions du pays, avec des requêtes telles que « meilleur moment pour visiter le Maroc », « visa pour le Maroc » et « couscous ».

Le sentiment mondial envers le Maroc est passé d'une position neutre à une augmentation de 150 % de sentiments positifs pendant le tournoi. De plus, les recherches liées aux voyages et à la cuisine ont également connu une hausse significative. La victoire du Maroc contre le Portugal a entraîné une augmentation de 4 527 % des mentions sur les réseaux sociaux. Des termes comme « Voyage au Maroc », « Cuisine marocaine » et « Capitale du Maroc » ont été très tendance.

Le succès du Maroc à la Coupe du Monde a donc généré un intérêt pour le pays au-delà du sport et a peut-être influencé la décision de la FIFA de confier au Maroc l'organisation de la Coupe du Monde 2030. Les données montrent que le parcours de l'équipe a rapporté des dividendes de manière inattendue.

De Coca Cola à ONMT

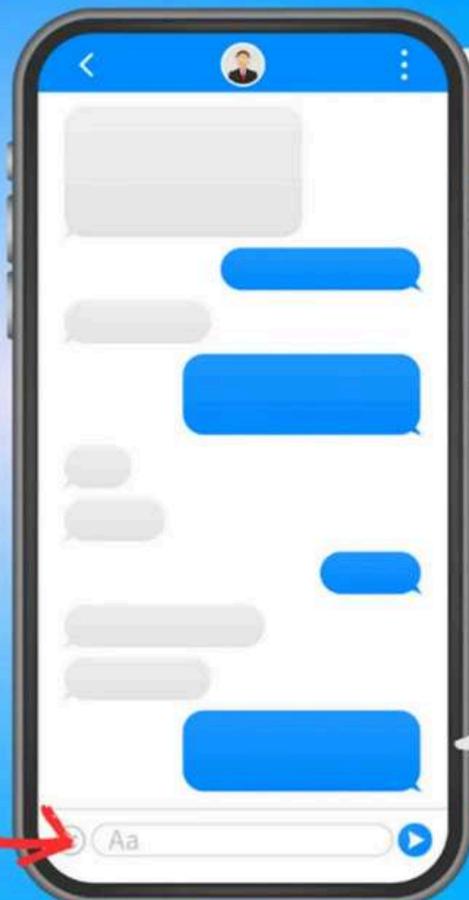


Achraf Fayda vient d'être nommé Directeur Général de l'Office National Marocain du Tourisme (ONMT), succédant à Adel El Fakir.

Âgé de 46 ans et fort d'une longue expérience en marketing et stratégie chez Coca-Cola et Centrale Danone, il est connu pour son leadership et ses réussites dans des environnements multiculturels. Son principal défi sera de maintenir le rayonnement du Maroc comme destination touristique et d'atteindre les objectifs de Vision 2030, avec 26 millions de touristes visés.

L'ODJ CHATBOT

WWW.LODJ.MA



PARLEZ-NOUS À TRAVERS NOTRE NOUVEAU CHATBOT
ET OBTENEZ DES RÉPONSES INSTANTANÉES, IL EST LÀ POUR
VOUS AIDER 24H/24.



SCAN ME





Et si Elon Musk, futur ministre de "l'efficacité gouvernementale" chez Trump 2', faisait une petite escale chez le gouvernement Akhanouch !?

J'ai un plan pour le Plan (HCP)

Monsieur Chakib Benmoussa est désormais à la tête du Haut-Commissariat au Plan. Auparavant, il avait présidé la Commission spéciale sur le modèle de développement. Celle-ci prône un certain nombre de transformations structurelles devant permettre à notre pays d'agir dans un cadre d'anticipation pour mieux répondre à la diversité et à l'ampleur des défis qui l'attendent. Ces transformations sont exigeantes. Elles requièrent un engagement fort et continu des forces vives de la nation, dans le cadre d'un « pacte national pour le développement ». Elles supposent aussi un mécanisme de suivi et de pilotage stratégique, qui maintient une pression permanente pour l'atteinte du cap fixé, dépasser les blocages éventuels et assurer la cohérence d'ensemble des réformes et stratégies proposées.

Comme en témoignent différentes expériences historiques, la mise en œuvre opérationnelle du nouveau modèle de développement suppose, comme préalable, de s'inscrire dans une démarche de planification stratégique. A l'évidence, il ne s'agit pas de procéder à une planification à la façon des plans quinquennaux soviétiques, mais de permettre au Maroc et aux Marocains de s'organiser pour savoir ce qu'il convient de faire. Aussi, ce qui importe, c'est la stratégie, c'est-à-dire la capacité de fixer un objectif et les moyens de l'atteindre, autrement dit de fournir une vision partagée. L'adoption d'une telle vision, en définissant un cadre pour le futur, permet de sortir d'une gestion au jour le jour, de ne pas se tromper dans les choix opérationnels.

Cette nécessité d'une vision est parfaitement assimilée par un grand nombre de pays, à l'instar de la Corée qui mène avec succès une politique de planification : son gouvernement lance en effet, à échéances régulières, de grandes initiatives, à la fois ambitieuses et exaltantes, à l'instar de « Cyber Korea 21 » ou de « Green New Deal », avec des objectifs chiffrés et datés, qui structurent l'action publique. Le premier enseignement tiré de l'expérience coréenne montre qu'il est possible, dans une économie largement ouverte, d'inscrire l'action des entreprises et de la société dans une perspective de moyen terme sur des priorités majeures. La seconde leçon est que cet exercice suppose un investissement politique très fort, qui puisse abattre les silos et susciter davantage de transversalité. S'y ajoute également le rôle du patriotisme qui soude la société coréenne.

Mais chaque pays a ses propres caractéristiques et spécificités : le Maroc n'est pas la Corée du Sud et nous devons alors imaginer notre propre conception du Plan. C'est le sens de l'appel de Sa Majesté le Roi Mohammed VI fait, le 8 octobre 2021, devant les représentants de la nation, invitant à une « refonte substantielle du Haut-Commissariat au Plan ».

Il s'agit là d'une tâche sans doute passionnante. Après tout, que le HCP persévère dans son être n'est pas l'essentiel ; en revanche, qu'il devienne un mécanisme au service de l'accompagnement de la mise en œuvre du modèle de développement, voilà une ambition qui devrait pousser à l'engagement les hommes et les femmes qui font le HCP au quotidien.



“ J’ai un plan pour le Plan (HCP) ”

Ces derniers, qu’ils soient statisticiens, démographes, économètres, informaticiens ou autres informatistes, n’ont eu de cesse d’améliorer la qualité du système statistique national et d’affiner ses approches de la réalité sociale, avec une attention accrue portée aux questions de dispersions catégorielles et territoriales et même, au cours de ces dernières années, par la mesure de la trajectoire des individus. Grâce à eux, le HCP est une administration respectée et qui inspire confiance. Leurs travaux, marqués du sceau de l’objectivité scientifique et du respect des normes de l’éthique professionnelle, sont unanimement considérées, tant au niveau national qu’international.

Aussi, les critiques récemment adressées au HCP par l’OCDE n’incriminent en aucun cas la qualité des statistiques qui y sont produites. En revanche, elles offrent l’occasion d’interpeler leur pertinence et fiabilité. A cet égard, l’opérationnalisation du nouveau modèle de développement, en mettant l’humain et le citoyen en son centre, appelle à l’identification d’une nouvelle génération d’indicateurs pour mesurer le progrès social et le bien-être, en somme ce qui compte véritablement pour nos concitoyennes et concitoyens.

Ces indicateurs constitueraient un important outil de diagnostic, permettant au gouvernement d’être renseigné sur la manière dont les populations vivent les chocs économiques, sur les moyens dont elles disposent pour les amortir et sur l’adéquation du système de protection sociale en place contre les grands risques. Ils serviraient de repères obligés pour l’élaboration de nouvelles politiques articulées autour des principes de justice sociale, de durabilité environnementale et d’efficacité économique ; et de base pour des délibérations collectives dont l’intensité constituerait l’un des éléments clés de la vitalité de notre démocratie.

Dans ce contexte, le référentiel stratégique des activités d’enquêtes et d’études du HCP devra être forcément enrichi. Il accordera autant de poids aux questions sociales et environnementales, qu’à l’économie et à l’emploi, et devra s’intéresser tout particulièrement au point de vue des usagers-citoyens, en suivant un principe directeur important : l’écouter. Leur ressenti, leur perception de leur situation et de la société dans laquelle ils vivent, est en effet ce qui va déterminer leur degré d’acceptabilité ou de rejet de telle ou telle action publique.

De la sorte, l’effort de mesure attendu de la part du HCP devra jouer un rôle majeur dans l’amélioration de nos capacités à évaluer les politiques publiques, à en assurer la cohérence d’ensemble et à faire les meilleurs choix possibles en vue d’atteindre les objectifs cruciaux du nouveau modèle de développement à l’horizon 2035. A défaut, les évaluations et les débats qui s’en sont suivront seront inévitablement faussés, au risque d’affecter la confiance de la population dans les institutions, d’alimenter les propositions populistes les plus extrêmes et au final, d’ébranler la cohésion de notre société, notre bien le plus précieux.

Des outils révisés, adossés à des ressources financières et humaines de qualité, sont des conditions nécessaires mais non suffisantes pour réussir la refonte du HCP. Cette institution vénérable devra faire plus et démontrer sa nouvelle utilité sociale, à savoir créer les conditions de lisibilité des choix de développement du pays à moyen et long terme.



“ J’ai un plan pour le Plan (HCP) ”

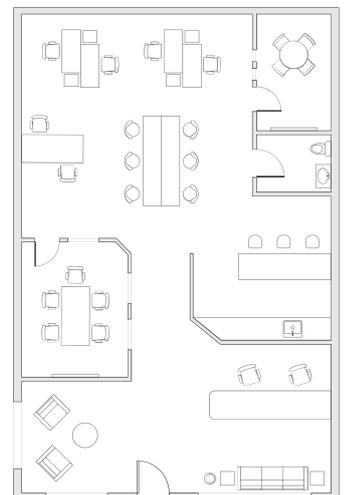
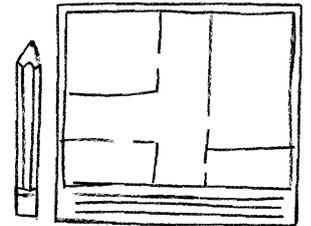
La première démarche que le HCP devra adopter est de choisir un nombre réduit de priorités répondant aux principaux enjeux de transformation de notre pays. Ce choix ne peut résulter que d’un large travail de consultation impliquant l’ensemble des acteurs concernés, qui pourront alors s’accorder, selon une méthode simple et qui fait appel à l’intelligence collective, sur les points de réalité, qui échappent à l’idéologie, à la subjectivité.

Ce travail de consultation pourrait être organisé par le HCP et le Conseil économique, social et environnemental. Le Parlement aurait bien sûr à approuver ce choix essentiel. Quelques thèmes paraissent mériter une telle démarche : la réduction des inégalités et des disparités existantes, l’instauration de la justice sociale et territoriale, la création de richesses ou encore l’amélioration des services publics. A chacune des priorités retenues, seraient alors associés des objectifs à trois ans et les lois de programmation correspondantes. Ce calendrier court exige alors des actions immédiates, déterminées et coordonnées, évitant la procrastination. En outre, toutes les lois présentées au Parlement seront examinées afin de s’assurer de leur cohérence avec les priorités retenues.

Mais tout cela n’a de sens que si les forces vives de la société – collectivités locales, entreprises, syndicats, universités, associations... – se sentent partie prenante de cette démarche et si les citoyens la comprennent, car l’atteinte des objectifs ne peut résulter de la seule action de l’Etat. Elle implique une véritable mise en mouvement du pays, ce qui suppose la confiance, du débat et de la transparence. Mais elle nécessite aussi beaucoup de pédagogie : dans une société de l’immédiateté, il faut réintroduire le temps long, l’esprit de persévérance, le sens de l’effort collectif. En fait, cet exercice de planification est éminemment politique. Il ne peut réussir que s’il est guidé par un seul horizon, l’humain, et porté par une seule ambition, le vouloir vivre et construire ensemble de nos concitoyens dont les deux ciments sont le patriotisme et la solidarité.

Comme l’écrivait Jacques Attali, c’est en agissant pour l’avenir (c’est-à-dire en tenant compte des intérêts des générations futures) qu’on sert le mieux le présent. Ainsi, en veillant à la préparation de l’avenir, au souci du long terme et aux rôles de l’Etat, garant de l’intérêt général, le HCP devient franchement « tendance » pour orienter les choix de politiques publiques, pourvu qu’il puisse réunir les informations nécessaires pour que l’exécutif bénéficie en temps réels des analyses les plus rigoureuses et les plus informées, issues des sciences humaines et sociales. L’efficacité des décisions de politiques publiques et la confiance des citoyens en dépendent.

Rédigé par Ikbal Sayah





MP Industry Group, filiale de MEN Industry Group, a marqué une étape clé avec l'inauguration de sa première usine au cœur de Tanger Automotive City, sur la plateforme industrielle Tanger Med. Dotée d'un investissement de 437,6 millions de dirhams et s'étendant sur 35 000 m², cette usine ultramoderne, équipée des dernières technologies d'injection plastique, promet de dynamiser l'écosystème Renault tout en créant 150 emplois directs.

C'est une annonce qui confirme le Maroc comme pilier de l'automobile mondiale : Sanden, leader japonais des pièces automobiles, choisit Tanger Automotive City pour implanter son tout premier site en Afrique. Avec sa nouvelle filiale, Sanden Manufacturing Morocco, le groupe vise à conquérir les marchés africain et européen, capitalisant sur le dynamisme de cette plateforme industrielle et renforçant le positionnement stratégique du Royaume dans le secteur.



Les Commissions Régionales Unifiées d'Investissement (CRUI) signent un exploit historique avec l'approbation de 2 012 projets stratégiques, représentant plus de 800 milliards de dirhams d'investissements, durant le mandat gouvernemental actuel. Cette dynamique promet de transformer le paysage industriel du Royaume et de générer plus de 275 000 emplois directs, propulsant le Maroc au rang des hubs économiques les plus attractifs.

Royal Air Maroc (RAM) et GOL Linhas Aéreas, principale compagnie aérienne brésilienne, ont signé un accord de partage de codes qui bénéficiera aux clients de GOL et de la compagnie nationale marocaine sur les vols internationaux entre São Paulo et Casablanca.

L'accord couvre également les liaisons à l'intérieur du Maroc, de Casablanca vers Marrakech, Agadir, Tanger, Fès, Oujda, Nador, Ouarzazate, Laâyoune, Errachidia et Dakhla, indique un communiqué conjoint, notant que les clients de Royal Air Maroc bénéficieront, par ailleurs, du large réseau de destinations de GOL au Brésil comme Rio de Janeiro, Brasília, Porto Alegre et d'autres.





www.pressplus.ma



LE KIOSQUE 2.0 DE L'ODJ MÉDIA

100%
FREE



Pressplus est le kiosque 100% digital et augmenté de **L'ODJ Média** du groupe de presse **Arrissala SA** qui vous permet de lire une centaine de nos **magazines, hebdomadaires et quotidiens** gratuitement.

Que vous utilisiez votre téléphone mobile, votre tablette ou même votre PC, **Pressplus** vous apporte le kiosque directement chez vous



SCAN ME